

**RAPPORT N°2022/2-25
Au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET

REAMENAGEMENT ET EXTENSION DU PORT DE SAINTE-MARIE – MISE A JOUR DE LA REPARTITION DU GROUPEMENT

Dans le cadre des travaux de réaménagement et d'extension du port de Sainte-Marie, le groupement souhaite réaliser une mise à jour de la répartition entre les différentes parties.

En effet, la société SEANERGY n'a pas eu à faire certaines tâches sur les lignes de prix :

- Noyau et filtre du prolongement de la digue
- Carapace de prolongement de la digue

Des travaux ont dû être réalisés par GTOI avec des moyens terrestres plutôt qu'avec des moyens maritimes en raison des problématiques d'ensablement.

Une partie de cette répartition revient également à EGIS qui a dû reprendre et adapter des études d'exécutions sur les optimisations de pontons entre autres.

Par ailleurs, le co-traitant NEGRI n'a pas eu à intervenir au final sur l'opération.

Cet avenant 3 ne présente aucune incidence financière.

Aussi, je vous demande de bien vouloir :

- 1) Approuver l'avenant 3 relatif à la mise à jour de la répartition du groupement dans le cadre du projet de réaménagement et d'extension du port de Sainte-Marie

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/2-25
Du Bureau de la Communauté
En séance du 08 Avril 2022**

OBJET

REAMENAGEMENT ET EXTENSION DU PORT DE SAINTE-MARIE – MISE A JOUR DE LA REPARTITION DU GROUPEMENT

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-25 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1 :

D'approuver l'avenant 3 relatif à la mise à jour de la répartition du groupement dans le cadre du projet de réaménagement et d'extension du port de Sainte-Marie

Nombre de votants : 11 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 11
Vote pour : 11
Vote contre : 00
Abstention : 00

Madame Audrey BELIM, Monsieur Didier GOPAL, Monsieur Marcel PONY et Monsieur Hermann SAMBENOUN ne prennent pas part aux débats, au vote et quittent la salle

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

